Extrait du Démocratie & Socialisme

http://www.democratie-socialisme.org

Tunisie : premier bilan d'un scrutin en trompe-l'oeil

- International -

Date de mise en ligne : samedi 29 octobre 2011

Démocratie & Socialisme

Révolte populaire contre la vie chère et l'absence de libertés politiques, chute du tyran et destruction rapide de l'appareil d'Etat à sa botte, soif de démocratie qui s'étanche dans un enthousiasme communicatif et appel à une assemblée constituante...

Ce qui se passe en Tunisie depuis le début de l'année, dans le cadre de la Révolution dit « du Jasmin », ressemble à s'y méprendre à ce qu'a vécu notre pays lors de « l'année sans pareille » que fut 1789. Et ceux qui maugréent depuis l'annonce de la victoire nette et sans bavure des islamistes modérés d'Ennahda aux élections législatives du 23 octobre dernier refusent de pousser la comparaison jusqu'au bout dans le but -conscient ou non- d'opposer artificiellement les « bonnes » révolutions libérales-démocratiques aux révolutions arabes, inachevées et proto-totalitaires, ramenant forcément au pouvoir les forces réactionnaires. Ces bonnes âmes « oublient » que la grande révolution démocratique qui a eu pour centre notre pays a elle-aussi progressé à tâtons, par une série d'à-coups prenant la suite de longues séquences d'accalmie et de brusques reflux du mouvement populaire.

La révolution est un processus complexe qui s'inscrit dans la durée et qui n'atteint un stade supérieur de développement qu'en dépassant les contradictions réelles qui la travaillent. N'en déplaise aux islamistes, la révolution tunisienne n'en est qu'à ses débuts et, tous ceux qui s'opposeront dans un avenir proche à son développement impétueux seront balayés quel que soit leur crédit initial. Le destin d'un La Fayette, adulé en 1789 comme « héros des deux mondes », mais détesté dès 1791-1792 par l'opinion publique naissant et contraint à la fuite en juin 1792, a de grandes chances de devenir celui des leaders d'Ennahda dans les mois qui viennent...

Un scrutin historique aux résultats inattendus

Malgré les incertitudes actuelles dues au mode de dépouillement scrupuleux voulu par la commission électorale, les faits sont là. Avec plus de 40 % des suffrages exprimés, les islamistes modérés d'Ennahda sont les grands vainqueurs de ce scrutin historique. Après avoir « remercie[r] Dieu pour cette victoire » qui a mis le parti religieux, fort de 90 élus à l'Assemblée constituante, « sur la voie de la gloire », le numéro deux d'Ennahda a fait savoir dès l'annonce des premiers résultats que son parti postulait naturellement au pouvoir.

En effet, même s'il n'obtient pas la majorité absolue, le parti islamiste est loin devant la seconde liste, celle du Congrès pour la république qui n'a pas rassemblé autour d'elle plus de 14 % des voix exprimées et qui n'obtient que 30 sièges au sein de la Constituante. Ettakatol ne franchit pas la barre des 10 % et doit se contenter de 21 fauteuils. Avec 8,7 et 7,8 % des suffrages, les listes de la Pétition populaire du richissime Hechmi Hamdi et du Parti démocratique progressiste ont respectivement obtenu 19 et 17 sièges. Les autres organisations doivent se contenter de résultats bien modestes puisqu'aucune liste, hormis celle des 5 grands partis déjà mentionnés, n'a réussi à rassembler plus des 2,5 % des voix.

La dynamique majoritaire dont les Tunisiens ont pourvu cette consultation électorale a affaibli le potentiel de mobilisation de petits partis tels que le Pôle démocratique moderniste, Afek Tounes et le Parti communiste des ouvriers de Tunisie qui doivent se contenter de 5 à 3 sièges à l'Assemblée constituante. Au total, avant les négociations en vue de créer un gouvernement de coalition, le panorama politique de la jeune Tunisie démocratique était le suivant : face à Ennahda largement en tête, mais loin de la majorité absolue, se dressent 4 partis représentants grosso-modo la gauche sociale-démocrate et le centre-gauche, tandis que 3 à 4 partis pourtant historiques ne peuvent jouer que le rôle de supplétifs. Le reste n'est que poussière ou presque...

Copyright © Démocratie & Socialisme

Les sirènes de l'union nationale

Aux vues d'un tel panorama politique et du contexte propre à la Tunisie post-Ben Ali, difficile d'échapper à la constitution laborieuse d'un gouvernement de coalition. Dès les lendemains des élections à la Constituante, Ennahda a annoncé que « les discussions étaient bien engagées et portaient sur la formation d'un gouvernement de large union, où personne ne sera exclu, sauf ceux qui refusent d'y participer ». En écho aux islamistes, le chef du parti de gauche Ettakatol, Mustapha Ben Jaafar, a annoncé que les discussions pour la constitution d'un exécutif après l'installation de l'Assemblée constituante avaient commencé « avec tous les partenaires politiques, y compris Ennahda, et se poursuivent en attendant l'annonce des résultats définitifs ».

La gauche nationaliste du Congrès pour la république dirigée par Mohamed Abbou, consciente que le parti islamiste « ne pourra pas gouverner tout seul », est par la suite entrée en contact avec les deux autres partis postulant au pouvoir suprême en vue de former « un gouvernement national ».

Un gouvernement d'union nationale semble donc l'issue la plus probable à cette séquence électorale et la seule véritable incertitude, outre a composition exacte du cabinet ministériel, reste de savoir qui sera nommé chef de l'exécutif par intérim. Mustaopha Ben Jaffar, pour Ettakatol, s'est déjà dit « prêt à assumer les plus hautes responsabilités si un consensus se dégage », mais c'est sans compter sur l'appétit d'Ennahda qui a riposté par le voix de son chef historique, Rached Ghannouchi, estimant à la radio qu'il était « tout à fait naturel que le parti qui a obtenu la majorité dirige le gouvernement » qui, en Tunisie, ne pourrait faire autrement que d'être issu d'une « grande alliance nationale [...] avec tous ceux qui ont milité contre Ben Ali ».

Quelle issue ?

Les socialistes tunisiens doivent tirer les leçons de l'histoire récente. En Tunisie comme ailleurs, ils ne peuvent accepter une nouvelle mouture de l'union sacrée qui a toujours pour fonction de remettre à flot une droite battue ou discréditée. Il en fut ainsi au Chili où la démocratie chrétienne, qui s'était fourvoyée avec Pinochet, s'est arrimée au cri de « transition démocratique » à un parti socialiste peu enclin à prendre ses responsabilités. Le résultat est connu de tous : aux dernières élections présidentielles, le PS chilien s'est rallié au candidat centriste pour la plus grande joie de la droite qui est parvenue à se hisser au pouvoir en profitant de la confusion qui s'était distillée depuis des années dans les rangs des travailleurs au point où ces derniers n'ont même pas combattu le retour en grâce des anciens dignitaires de la dictature honnie...

L'illusion lyrique propre aux lendemains qui chantent d'une révolution se réalisant sous le signe de l'unité nationale ne manquera pas de se dissiper en Tunisie et la gauche se devra d'être prête quand les oripeaux unanimistes derrière lesquels se dissimulent les forces obscurs du passé se déchireront sous les coups de boutoir de la lutte des classes. « A bas le gouvernement dit d'unité nationale », tel doit être le slogan de toute la gauche, afin de préparer le terrain aux futurs développements d'une révolution qui n'en est à coup sûr qu'à ses débuts !

Les partis bourgeois traditionnels gisant à terre, laminés par un peuple qui se méfie de ces « élites » qui avaient si facilement pactisé avec la dictature, la gauche ne connaît pour une période indéfinie qu'un ennemi mortel : l'islamisme. Ne nous trompons pas, les travailleurs tunisiens, en glissant dans l'urne un bulletin Ennahda, n'ont voté ni pour la Charia, ni pour le Djihad des fous de Dieu. Les classes populaires cherchent à tâtons une issue à la crise et ils croient pour l'instant que seul le « neuf » -comprenez les islamistes- peut la lui ouvrir. La gauche doit démontrer au plus vite que l'indignation légitime des travailleurs contre la crise économique est détournée de son sens profond par le vote Ennahda.

Copyright © Démocratie & Socialisme

A l'instar de nombreuses organisations islamistes en voie de « modération », Ennahda est en train d'opérer sa mue en parti populiste libéral, comme c'est le cas en Turquie. Le parti islamiste n'a rien à offrir aux travailleurs tunisiens, si ce n'est de l'austérité, du désarroi et de la haine. Appuyé sur l'UGTT, l'aile marchante de la révolution du début de l'année, la gauche doit prendre la tête des conflits sur les salaires, ainsi que sur les conditions de travail, tout en initiant un dialogue avec les associations laïques et des groupements de consommateurs nées de la révolte contre Ben Ali. C'est ainsi que les forces de gauche regrouperont les masses en exprimant leurs aspirations profondes. Mais pour cela, il faudra que les partis de gauche ne se cramponnent pas désespérément à la situation présente, qui fait tant penser à la France de 1789, mais qui ne durera peut-être pas longtemps. Qui sait ?, en Tunisie, 1793 n'est peut-être pas si loin...

Jean-François Claudon

Copyright © Démocratie & Socialisme